

**M. Hnatyshyn:** Et des œufs!

**M. Muir:** ... donnant ainsi du travail aux travailleurs de l'acier en chômage au Cap-Breton? Le ministre fera-t-il à la compagnie une recommandation en ce sens?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, les Chemins de fer nationaux du Canada n'achètent des rails ailleurs que lorsqu'ils ont de bonnes raisons de le faire. Ils ont eu, il n'y a pas longtemps des problèmes de trop grande capacité. Après avoir reçu la visite de travailleurs de l'acier et entendu les instances de mon collègue, le président du Conseil privé, j'ai rencontré des représentants de la société ferroviaire. A la suite de ces réunions, j'ai discuté avec des représentants de l'aciérie; les commandes de rails ont été accélérées et les Chemins de fer nationaux du Canada ont accepté de prendre livraison des rails plus tôt. La société stocke les rails pour plus tard.

\* \* \*

#### LE LOGEMENT

##### LE PROGRAMME D'AIDE POUR L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ— L'ACQUITTEMENT INCERTAIN DES VERSEMENTS HYPOTHÉCAIRES

**M. Dean Whiteway (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines et du Logement et concerne le programme gouvernemental d'aide pour l'accession à la propriété. Comme le PAAP est fondé sur l'hypothèse que les revenus réels des familles s'accroîtront à la longue, et devant l'incertitude économique qui semble exister au Canada, le ministre sait-il si certaines hypothèques risquent de ne pas être payées à l'échéance du prêt à intérêt réduit, dans cinq ans?

**L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines):** Non, monsieur l'Orateur.

● (1500)

**M. Whiteway:** Monsieur l'Orateur, j'ai à poser au même ministre une question qui concerne elle aussi le programme d'aide à l'acquisition d'une maison. Comme les observateurs proches des marchés financiers du pays annoncent des difficultés sérieuses, ce que le ministre n'ignore pas, je pense, et vu le gonflement qui va survenir dans cinq ans d'ici avec l'arrivée à échéance de ces prêts, le ministre ne veut-il pas au moins concéder que la Société centrale d'hypothèques et de logement risque de devoir non seulement maintenir les subventions, mais prendre en charge le remboursement de l'hypothèque elle-même?

[Français]

**M. Ouellet:** Monsieur l'Orateur, la seule chose que je peux dire à l'honorable député c'est qu'il s'agit d'un programme très populaire au Canada, lequel a permis l'an dernier à quelques milliers de Canadiens de prendre possession de 38,000 nouvelles unités de logement au Canada, et je pense bien que ces gens-là n'ont pas les préoccupations de l'honorable député.

*Privilège—M. Lambert (Bellechasse)*

[Traduction]

#### QUESTIONS OUVRIÈRES

##### LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT HALL SUR LES PENSIONS DES CHEMINOTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre du Travail une question concernant le rapport de M. Noel Hall au sujet des caisses de retraite des compagnies de chemins de fer? Comme on n'a à peu près pas donné suite à ce rapport, et surtout que rien ne sera fait pour relever la pension de ceux qui ont déjà pris leur retraite si le gouvernement n'intervient pas, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement envisage justement d'agir en ce sens à l'endroit des cheminots retraités?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, il n'est pas tout à fait exact de dire que rien n'a été fait au sujet du rapport Noel Hall. Le député sait que ce rapport visait directement le CP, qui est une société privée. Certains chefs des syndicats de cheminots m'ont dit que cette question va faire l'objet de négociations très serrées dans les discussions en cours. Cela pourrait fort bien avoir des conséquences heureuses pour les cheminots déjà à la retraite dont le député vient de parler.

##### L'OPPORTUNITÉ DE L'OCTROI AUX SYNDICATS DU DROIT D'EXAMEN DES LIVRES DES CAISSES DE PENSIONS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre du Travail. Le ministre refusera-t-il d'admettre que le CP, comme d'ailleurs les autres chemins de fer et les autres sociétés qui gèrent une caisse de retraite privée, devraient être obligés par la loi d'en ouvrir les livres aux syndicats? Nous n'avons besoin pour cela d'attendre après personne. Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas suite à cette partie du rapport Noel Hall?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, il y a de fortes chances que nous décidions d'intervenir à cet égard.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Munro (Hamilton-Est):** Avant que certains députés ne s'excitent un peu trop il faudrait dire que, si j'ai bien compris, les cadres syndicaux auxquels j'ai parlé préféreraient pour l'instant qu'on les laisse s'occuper eux-mêmes de la question, au cours de la négociation collective, car ils ont l'impression de pouvoir se débrouiller fort bien, et mieux peut-être que beaucoup d'entre nous ici.

\* \* \*

[Français]

#### QUESTION DE PRIVILÈGE

##### M. A. LAMBERT (BELLECHASSE)—UNE PRÉSUMÉE NOUVELLE TENDANCIEUSE DE LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, je désire poser la question de privilège sur un sujet d'une très grande importance, pour démontrer une fois de plus le manque d'objectivité de la section française de Radio-Canada, dans ses bulletins d'informations, ce qui est de nature à nuire aux privilèges des députés de la Chambre. Hier, à mon arrivée à la Chambre, alors que j'étais accompagné de mon épouse et de